



Appel à un rassemblement devant le parlement de l'Union Européenne à Strasbourg le 27 novembre 2024 avec la participation de parlementaires européens

Depuis un an l'horreur atteint des sommets inouïs à Gaza en Cisjordanie et à Jérusalem. Israël mène une politique de destruction totale à Gaza, de massacres de la population, en majorité des victimes civiles, femmes et enfants. L'ONU a dénoncé un génocide plausible. En Cisjordanie et à Jérusalem, la colonisation et l'annexion des territoires se généralisent, au mépris des accords et des résolutions internationales et de l'arrêt de la Cour Internationale de Justice du 19 juillet. Pire encore, les attaques contre le Liban, où même des forces de l'ONU ont été ciblées, font maintenant craindre le risque d'un embrasement de tout le Moyen-Orient !

Le blocage de convois d'aide humanitaire à Gaza et l'interdiction décidée par Israël pour l'UNRWA (1) d'exercer ses activités en Palestine, abandonnant la population en proie à la famine; sans structures sanitaires à Gaza. Partout dans le monde l'indignation des populations s'est fortement exprimée, ainsi que des condamnations réitérées de l'ONU et de nombreux gouvernements.

Cela ne peut plus durer ! Nous nous adressons à l'UE pour dire ; les discours ne suffisent plus. Il faut des actes pour arrêter la guerre et le risque de destruction totale de la population palestinienne. Des pressions doivent être exercées pour stopper Netanyahu et son gouvernement d'extrême-droite; prêts à jouer la carte du chaos total, y compris d'une conflagration mondiale. Que des sanctions soient prises conformément au droit international. Le Mouvement de la paix [s'est adressé au Président Macron](#) pour lui demander de "prendre des "initiatives marquantes" pour **le cessez-le-feu "pour reconnaître l'État de Palestine, pour mettre en place les éléments d'une solution politique"** qui permettra d'arriver à une paix juste et durable et **à la sécurité des peuples de la région.**

Il n'y a pas de solution militaire au Moyen-Orient ! **Le Mouvement de la paix s'adresse au Parlement européen** avec les organisations d'autres pays (Suisse, Allemagne, Luxembourg, Belgique), **pour lui demander de briser le mur du silence et d'agir !**

En premier lieu l'UE peut reconnaître l'État de Palestine dans le respect des résolutions des Nations unies, dans le cadre de la solution à deux États avec un État de Palestine à côté d'Israël sur les frontières de 1967 comme l'ont fait déjà 3 états de l'UE (Espagne, Irlande, Slovaquie) et mettre fin à l'accord d'association avec Israël.

Et doit agir pour

- Un cessez-le-feu immédiat et pérenne au Liban et à Gaza
- le retrait de l'armée israélienne de Gaza et l'ouverture immédiate de tous les points de passage à l'aide humanitaire
- la fin de l'occupation de la Cisjordanie et à Jérusalem comme vient de l'exiger l'Onu par la résolution du 18 septembre
- la cessation de toute coopération militaire avec Israël et un embargo sur les livraisons d'armes et de composants militaires en faveur d'Israël
- le soutien aux procédures des instances de justice internationale de l'ONU concernant les crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour toutes les parties
- la libération des otages détenus par le Hamas et des prisonniers palestiniens
- le renforcement de la Finul force d'interposition et de paix dans la région et la mise en place d'une force internationale de protection en Cisjordanie et à Gaza.

A la veille du 80ème anniversaire des bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, le Mouvement de la Paix demande que soit remise en débat à l'ONU la proposition d'établissement d'une ZEAN/ZEADM(2) dans la région alors qu'en novembre 2019 les États participant à la conférence pour la création d'une ZEAN au moyen orient se sont engagés, dans une déclaration politique, à poursuivre "*de manière ouverte et inclusive*" l'élaboration d'un traité sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient dont le principe a été acté il y a 49 ans par l'AG de l'ONU.

Sur ces fondements le Mouvement de la Paix appelle à participer au rassemblement devant le parlement de l'Union Européenne à Strasbourg le 27 novembre 2024 avec la participation de parlementaires européens.

Le Mouvement de la Paix, le 15 novembre 2024

(1) UNRWA : [Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.](#)
(2) Zone exempte d'armes nucléaires